

# communiqué



Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

## À la veille de l'élargissement

**La Fondation offre un large éventail de données et analyses nouvelles sur les conditions de vie et de travail dans les États membres actuels de l'Union européenne ainsi que dans les pays adhérents et candidats (PAC) à l'approche de l'élargissement qui aura lieu en mai 2004.**

Dans son nouveau rapport sur *Les conditions de travail dans les pays adhérents et candidats* publié le 23 octobre dernier, la Fondation fournit des données de référence détaillées sur les conditions de travail de ces treize pays. Le rapport sur le *Dialogue social et l'UME dans les pays adhérents*, publié au même moment, porte sur le rôle du dialogue social dans la préparation de l'Union économique et monétaire. Une conférence sur le dialogue social, réunissant les dix pays adhérents, se tiendra en mars 2004. La présentation de l'enquête paneuropéenne tant attendue de la Fondation sur la qualité de vie en Europe aura lieu en mai 2004.

### Analyse comparative des conditions de travail

Selon le rapport, dans les PAC les horaires de travail sont plus longs et il y a moins de travailleurs dans les secteurs des services que dans les États membres actuels de l'UE. En outre les travailleurs sont davantage exposés à différents risques physiques (substances dangereuses, fumées, bruit, etc.).

«L'enquête fournit une première vue d'ensemble des conditions de travail dans les treize pays adhérents et candidats et utilise la même méthodologie que celle des enquêtes européennes sur les conditions de travail menées précédemment par la Fondation en 1990, 1995 et 2000», déclare **Willy Buschak**, le directeur intérimaire de la Fondation. «Les résultats fournissent des données de référence fiables sur la situation de ces



pays, à la veille de l'adhésion de dix d'entre eux en mai prochain.»

### Conditions de vie et qualité de vie

Dans la perspective de l'élargissement, la Fondation fournira également, en collaboration avec Eurostat, un large éventail de données et d'analyses sur les conditions de vie dans les pays adhérents et candidats. L'enquête sur les conditions de vie portera sur la qualité de la vie et la satisfaction personnelle, l'exclusion sociale, les revenus, le dénuement et la pression économique, ainsi que sur le travail et la qualité du travail, les soins de santé et l'accès aux services, les aspects familiaux, la natalité et les tendances migratoires. En mai, la Fondation prévoit de publier son initiative de suivi tant attendue *Qualité de vie en Europe*. L'étude portera sur l'emploi, les ressources économiques, la vie de famille, la vie communautaire, la santé et l'éducation. En bref, elle évaluera la qualité de vie dans les quinze États membres et les treize pays adhérents et candidats.

### Changements du marché européen des services financiers

Selon le deuxième article de la série «Sector Futures» de l'EMCC, désormais accessible en ligne, les changements du marché européen des services financiers n'en sont qu'à leur début.

**Suite p. 2**

### Séminaire de la Fondation: conditions de vie et de travail en 2010

Le besoin d'une nouvelle organisation du temps au cours de la vie professionnelle, le vieillissement de la population et les faibles taux de natalité font partie des facteurs les plus importants pour l'avenir de la qualité de vie et de travail en Europe ces dix prochaines années.

**Suite p. 2**

### L'EIRO s'étend pour couvrir dix pays de l'élargissement

Le réseau de correspondants de l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) s'est étendu à dix pays de l'élargissement.

**Suite p. 3**

### Promotion de la participation financière des salariés

La Fondation se prépare à établir une nouvelle série d'indicateurs pour l'analyse comparative des mesures prises en faveur des systèmes de participation financière des salariés dans les États membres de l'UE.

**Suite p. 3**

### Élargissement: horaires de travail plus longs dans les PAC

Les travailleurs des pays adhérents et candidats travaillent plus longtemps et sont exposés à un degré de risques plus élevé que leurs homologues de l'Union européenne en matière de santé et de sécurité.

**Suite p. 5**

# Changements du marché européen des services financiers

**Selon le deuxième article de la section «Sector Futures» de l'EMCC, désormais accessible en ligne, les changements du marché européen des services financiers n'en sont qu'à leur début.**

Les opérations bancaires électroniques, les fusions et acquisitions transfrontalières, l'introduction de l'euro ainsi que les cartes de crédit et les prêts accordés par les supermarchés ne constituent que quelques-uns des changements qui ont transformé les opérations bancaires traditionnelles au cours des vingt dernières années. L'expansion des technologies de l'information et de la communication (TIC) est identifiée comme le principal moteur de changement, stimulé par l'intégration européenne et la proposition de création d'un marché unique pour les services financiers. Dans le deuxième article de la série «Sector Futures», l'Observatoire européen du changement (EMCC) de la Fondation examine également la

question de la restructuration et les tendances sociales affectant le secteur.

## **Dix ans de profonds changements**

Au cours des dix dernières années, le nombre d'institutions de crédit a presque diminué de moitié en Europe en raison des fusions, acquisitions et «coopérations». Le secteur de l'industrie financière a également connu d'importantes réductions d'emploi. L'article de la série «Sector Futures» de l'EMCC sur le marché des services financiers révèle toutefois qu'à ce jour, la plupart des fusions dans les États membres ont eu lieu au sein d'un pays plutôt qu'entre pays.

## **Nouvelles initiatives et nouveaux services**

Le passage des régimes de retraite du secteur public au secteur privé, un des moyens d'empêcher l'écroulement du système des pensions, stimulera considérablement les marchés de l'épargne et des capitaux. Le Royaume-Uni, l'Irlande et les Pays-Bas détiennent actuellement plus de 50 %

de l'actif des fonds de pension privés de l'UE, chiffre qui devrait augmenter considérablement si les gouvernements de l'UE permettent aux particuliers de prendre en charge davantage leur propre avenir financier. Selon cet article, ce type de privatisation de l'assistance sociale dans toute l'UE pourrait créer de nouveaux services tels que des assurances privées pour la maladie et le chômage, ce qui augmenterait la flexibilité des marchés financiers.

Bien que l'article reconnaisse que certains groupes de personnes risquent d'être laissés pour compte à la suite de ces changements, il fait également valoir que donner de nouvelles ouvertures aux institutions non-traditionnelles – initiatives communautaires ou syndicales et associations coopératives d'épargne et de crédit – offrira de nouvelles solutions non disponibles aux établissements commerciaux de prêt et de crédit.

# Séminaire de la Fondation: conditions de vie et de travail en 2010

**Le besoin d'une nouvelle organisation du temps au cours de la vie professionnelle, le vieillissement de la population, les faibles taux de natalité ainsi que la nécessité d'innover constamment dans le domaine commercial face à la mondialisation font partie des facteurs les plus importants pour l'avenir de la qualité de vie et de travail en Europe ces dix prochaines années.**

Il s'agit de quelques conclusions des débats animés qui ont eu lieu lors du séminaire de la Fondation «Conditions de vie et de travail en Europe en 2010» à Ljubljana les 9 et 10 octobre.

Le séminaire a réuni environ 50 participants, représentant les partenaires sociaux et les autorités

## Living and working conditions in Europe in 2010

Ljubljana, 9-10 October 2003

publiques au niveau européen et national ainsi que la communauté des chercheurs européens. L'accent a été mis sur la nécessité de bien se concentrer sur le lieu de travail, facteur essentiel influençant la qualité de vie dans son ensemble. Le débat a bien sûr principalement reposé sur l'impact du prochain élargissement de l'UE.

La circulation de la population active et des capitaux ainsi que les disparités croissantes entre les pays et les groupes sociaux ont également été des sujets abordés lors du séminaire. Ses résultats contribueront considérablement au débat en cours sur le futur développement du travail de la Fondation.

# L'EIRO s'étend pour couvrir dix pays de l'élargissement

**Le réseau de correspondants de l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) s'est étendu à dix pays de l'élargissement: la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovaquie.**

«**N**otre but est de recueillir, analyser et diffuser des informations de haute qualité sur les développements clés des relations industrielles dans les pays adhérents, en suivant le même modèle que celui qui existe actuellement pour

les États membres de l'UE», déclare **Willy Buschak**, le directeur intérimaire de la Fondation. «Les comparaisons transfrontalières de l'EIRO continueront à être développées pour couvrir les questions de l'agenda politique de l'UE.»

## **Suivi des développements des relations industrielles**

L'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) a été mis en place il y a plus de cinq ans, à la demande de la Commission européenne et des partenaires sociaux. Son but est de fournir régulièrement aux partenaires

sociaux et organisations gouvernementales, au niveau national et communautaire, ainsi qu'aux institutions de l'UE, des informations et analyses sur les développements des relations industrielles en Europe. Il a enregistré une moyenne de 170 000 séances d'utilisateurs par mois au cours des six premiers mois de cette année, ce qui représente une augmentation de plus de 120 % par rapport aux six premiers mois de 2002.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Camilla Galli da Bino à l'adresse électronique suivante: [gdb@eurofound.eu.int](mailto:gdb@eurofound.eu.int)

# Promotion de la participation financière des salariés

**La Fondation se prépare à établir une nouvelle série d'indicateurs pour l'analyse comparative des mesures prises en faveur des systèmes de participation financière des salariés dans les États membres de l'UE.**

**À** la suite de nouvelles mesures législatives et d'allègements fiscaux importants introduits dans tous les États membres au cours des années 90, la participation financière s'est répandue davantage dans l'UE. Cependant, un tiers seulement (31 %) des entreprises européennes de plus de 200 personnes ont adopté un système d'actionnariat des salariés, ce qui soulève la question de savoir si les coûts et l'administration ne sont pas des obstacles à l'introduction à grande échelle de tels systèmes.

## **Participation aux bénéfices**

La participation financière est la participation des salariés aux résultats financiers de l'activité d'une entreprise. Elle peut prendre la forme d'une participation aux bénéfices, en plus de la rémunération payée normalement aux salariés, ou d'une participation dans le capital de l'entreprise.

En 1999, la Fondation a entrepris un important projet de recherche sur la nature et l'ampleur de la participation financière dans l'UE. Les résultats,

publiés dans le rapport *Tendances récentes de la participation financière des travailleurs dans l'UE*, illustrent les grandes différences de niveaux d'utilisation et de types de systèmes de participation financière. Plus important encore, le rapport révèle un lien étroit entre la participation financière généralisée et les structures basées sur le travail en équipe, et entre la participation financière et la participation représentative. Il montre en outre que la participation financière n'affaiblit pas le rôle des syndicats ou des comités d'entreprise.

## **La France et le Royaume-Uni en tête**

Les systèmes de participation financière des salariés sont répartis de façon pratiquement égale entre les systèmes à formule large – couvrant l'ensemble des salariés (52 % des cas) – et les systèmes limités – ciblant la direction et les cadres supérieurs (48 % des cas). Les systèmes de participation aux bénéfices sont plus fréquents: on les trouve dans plus de 45 % des entreprises et la plus grande proportion de ces systèmes est de formule large.

La France compte le plus grand nombre de systèmes de participation aux bénéfices, qui sont basés sur des règles contraignantes et des activités promotionnelles. Par ailleurs, le Royaume-Uni, dont la tradition de participation financière est bien établie,

est l'État membre de l'UE disposant du plus grand nombre de plans de participation dans le capital.

## **Analyse comparative**

La deuxième phase du projet de la Fondation sur la participation financière lancé en mai dernier consistera à établir une série d'indicateurs pour évaluer la réussite des politiques et des dispositions pratiques nationales en matière de participation financière dans les États membres de l'UE.

«Nous espérons également explorer et expliquer quels obstacles doivent surmonter les petites et moyennes entreprises européennes pour instaurer des systèmes de participation financière», déclare **Christian Welz**, chargé de recherche à la Fondation.

## **Les partenaires sociaux séduits par l'idée**

Bien que les travaux de recherche de la Fondation suggèrent que les organisations patronales et syndicales sont de plus en plus favorables à la participation financière au niveau confédéré, elles sont généralement largement absentes dans la réglementation détaillée des systèmes de participation financière au niveau de l'entreprise.

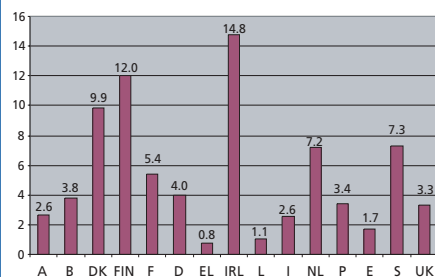
Pour de plus amples informations, veuillez contacter Marina Patriarka à l'adresse électronique suivante: [mpa@eurofound.eu.int](mailto:mpa@eurofound.eu.int)

EN BREF

## «European Restructuring Monitor»

Selon des informations récentes du «European Restructuring Monitor», ERM, (outil de veille sur les restructurations d'entreprises), les entreprises européennes ont annoncé la perte de près de 66 151 emplois du 1er juillet au 30 septembre 2003 à la suite de leurs initiatives de restructuration. 100 nouveaux emplois ont toutefois été créés en France et 750 en Irlande (soit 850 emplois) grâce à des activités de restructuration.

Réductions d'emplois annoncées pour cause de restructuration par tranche de 10 000 employés



L'ERM est un service d'information de l'EMCC qui analyse les données relatives à la restructuration industrielle, comme annoncé dans la presse financière européenne.

«Ce sont l'Irlande, la Finlande et le Danemark qui ont perdu le plus d'emplois, étant donné leur population active plus restreinte. Les chiffres relatifs les plus élevés sont toutefois enregistrés en Allemagne, en France et au Royaume-Uni», constate **Barbara Gerstenberger**, chargée de recherche à l'Observatoire européen du changement (EMCC). «L'industrie est le secteur qui a été le plus touché (76 cas) et les effets sur l'emploi y sont assez importants, environ 25 000 postes étant menacés.»

## Nouveaux produits de l'EIRO

Au cours des prochains mois, des rapports comparatifs sur des questions telles que les négociations collectives (relatives aux retraites professionnelles, à la garde d'enfants et au congé parental), le tripartisme dans les pays adhérents et les conflits sociaux seront publiés par l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO).

Le second rapport, *Développements des relations industrielles en Europe*, une initiative commune de la Fondation et de la Commission européenne présentant une vue d'ensemble comparative des développements les plus significatifs dans les relations industrielles en 2003, est d'ores et déjà en cours d'élaboration. La publication annuelle *Relations industrielles dans l'UE, au Japon et aux États-Unis*, qui examine des questions clés, telles que la rémunération, l'inégalité de rémunération entre les hommes et les femmes, le temps de travail, les nouvelles formes de travail, les congés, la formation et le développement des compétences, est prévue avant la fin de cette année.

Pour de plus amples informations sur l'EIRO, voir [www.eiro.eurofound.eu.int](http://www.eiro.eurofound.eu.int)

## Mutations industrielles en Europe

Les mutations industrielles continuent à avoir un profond impact sur la société. Au niveau européen, la plupart des acteurs économiques et sociaux ont convenu qu'il fallait faire face à ces mutations de manière proactive. La Fondation soutient que les solutions généralisées – impliquant les autorités publiques, les partenaires sociaux, les sociétés de développement régional, la société civile et les entreprises – jouent un rôle capital dans l'anticipation et la gestion des mutations industrielles.

En vue d'identifier les perspectives de développement et d'examiner les rôles et les responsabilités des acteurs concernés par les mutations industrielles, la Fondation organise une conférence de haut niveau de deux jours à Bruxelles les 20 et 21 novembre 2003 intitulée «Les mutations industrielles en Europe: bilan, perspectives et responsabilités». La conférence est organisée conjointement avec le Comité économique et social européen. L'événement, qui réunira les dirigeants politiques européens, les partenaires sociaux, les autorités nationales et régionales, les entreprises, les chercheurs et d'autres experts, évaluera également l'impact de l'élargissement sur la politique de l'entreprise dans les quinze États membres actuels de l'UE.

Pour de plus amples informations sur cet événement, visitez le site suivant: [www.eurofound.eu.int/newsroom/eesc\\_conf.htm](http://www.eurofound.eu.int/newsroom/eesc_conf.htm)

CALENDRIER

**Le pouvoir de l'action locale: conférence internationale 2003 des villes-santé**  
19-22 octobre 2003, Belfast, Irlande du Nord  
Bureau régional de l'OMS

**La gestion de la diversité dans les soins de santé et les services sociaux dans l'intérêt de tous les citoyens**  
20 octobre 2003, Göteborg, Suède  
Réseau social européen

**Forum d'experts sur l'observation de la sécurité et de la santé au travail**  
3 novembre 2003, Bilbao, Espagne  
Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

**EurOhse 2003 – santé et sécurité au travail**  
4-5 novembre 2003, Londres, Royaume-Uni  
EurOHS Magazine

**Groupe de spécialistes sur l'emploi pour les groupes marginalisés**  
6 novembre 2003, Strasbourg, France  
Conseil de l'Europe

**Mutations industrielles: repenser l'organisation des affaires et de la production**  
11 novembre 2003, Bruxelles, Belgique  
Parlement européen, groupe parlementaire du PES

**Mutations industrielles en Europe: bilan, perspectives et responsabilités**  
20-21 novembre 2003, Bruxelles, Belgique  
Comité économique et social européen

PUBLICATIONS

**Âge et conditions de travail dans l'Union européenne (rapport)**  
EN et FR: [www.eurofound.eu.int/publications/EF02107.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF02107.htm)

**Au fil du temps: évaluation critique des travaux de la Fondation sur le temps (rapport)**  
EN et FR: [www.eurofound.eu.int/publications/EF0309.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF0309.htm)

**EIRObserver n° 5/03**  
EN: [www.eurofound.eu.int/publications/EF0387.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF0387.htm)

**Flexibility and social protection (rapport)**  
EN: [www.eurofound.eu.int/publications/EF0355.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF0355.htm)

**«Sector Futures»**  
**The future of financial services: changing times**  
EN: [www.emcc.eurofound.eu.int/content/source/tn03006a.html](http://www.emcc.eurofound.eu.int/content/source/tn03006a.html)  
**The Future of IT: now it's getting personal**  
EN: [www.emcc.eurofound.eu.int/content/source/tn03005a.html](http://www.emcc.eurofound.eu.int/content/source/tn03005a.html)  
**Shaping the future of ICT**  
EN: [www.emcc.eurofound.eu.int/content/source/tn03005a.html](http://www.emcc.eurofound.eu.int/content/source/tn03005a.html)

**Social dialogue and EMU in acceding countries (rapport)**  
EN: [www.eurofound.eu.int/publications/EF0388.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF0388.htm)

**Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats (rapport)**  
EN et FR: [www.eurofound.eu.int/publications/EF0306.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF0306.htm)

**Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats (fiche d'info)**  
EN et FR: [www.eurofound.eu.int/publications/EF0375.htm](http://www.eurofound.eu.int/publications/EF0375.htm)

Les publications gratuites peuvent être téléchargées directement depuis le site web. Les publications payantes peuvent être commandées en ligne ([www.eurofound.eu.int](http://www.eurofound.eu.int)), à votre librairie habituelle ou auprès de l'un des agents commerciaux de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (adresses disponibles sur le site [www.eur-op.eu.int](http://www.eur-op.eu.int)).

# Élargissement: horaires de travail plus longs dans les pays adhérents et candidats

**Les travailleurs des pays adhérents et candidats travaillent plus longtemps et sont exposés à un degré de risques plus élevé que leurs homologues de l'UE en matière de santé et de sécurité. C'est notamment ce qu'il ressort de l'enquête de la Fondation sur les conditions de travail dans les pays adhérents et candidats, publié le 23 octobre.**

Une semaine de travail moyenne dans les futurs États membres compte plus de six heures en plus que dans les États membres actuels de l'UE (44,4 heures contre 38,2 heures par semaine). La proportion des travailleurs effectuant de très longues semaines de travail (plus de 45 heures) est presque deux fois plus élevée dans les PAC que dans les États membres actuels. Ces résultats, basés sur des données d'étude, peuvent en partie expliquer la grande fatigue liée au travail signalée par les travailleurs des pays adhérents et candidats (41 % contre 23 % dans l'UE).

## Ampleur de l'enquête

La Fondation a étendu son enquête

européenne sur les conditions de travail aux pays qui étaient candidats à l'adhésion à l'UE en 2001. Puis elle a mené une enquête en Turquie en 2002. Plus de 10 000 travailleurs ont été interrogés à l'aide du même questionnaire qui avait été utilisé pour la troisième enquête européenne sur les conditions de travail (2000). Leurs réponses fournissent un aperçu intéressant des conditions de travail dans les futurs États membres et offrent une base de comparaison avec les quinze États membres actuels après les trois enquêtes sur les conditions de travail dans l'UE menées par la Fondation en 1990, 1995 et 2000.

Malgré la tendance convergente enregistrée ces dernières années, l'une des principales conclusions du rapport, *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats*, est qu'il existe des différences significatives en termes de structure de la population active et de conditions de travail entre les anciens et les nouveaux États membres de l'UE.

## Différences structurelles et de genre

Dans les pays adhérents et candidats, un travailleur sur cinq travaille dans le

secteur de l'agriculture, contre seulement un sur vingt dans l'UE. En ce qui concerne l'organisation du travail, le travail est généralement moins décentralisé, moins axé sur les services et plus hiérarchique dans les futurs États membres. Mais les différences entre hommes et femmes caractéristiques du lieu de travail de l'UE sont moins marquées dans les pays adhérents et candidats, où les données de l'enquête révèlent une répartition plus égale dans les différentes catégories et les différents secteurs de travail ainsi qu'aux divers niveaux hiérarchiques des organisations.

## Contribution positive à l'élargissement

Selon **Willy Buschak**, le directeur intérimaire de la Fondation, «les résultats de l'enquête contribueront positivement aux politiques socio-économiques de la nouvelle Union européenne élargie et serviront de base au suivi des futures tendances des conditions de travail.»

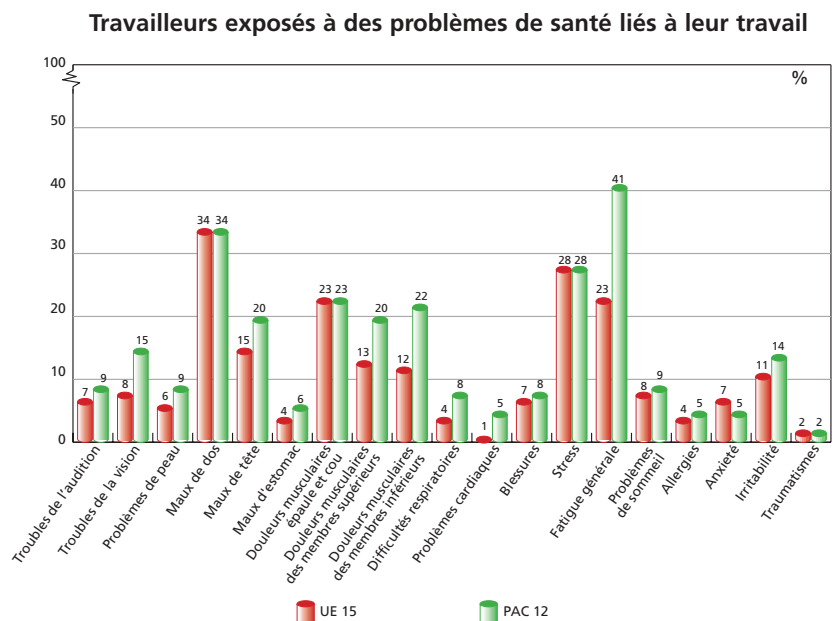
La quatrième enquête européenne sur les conditions de travail, prévue pour début 2005, portera sur les travailleurs des 25 États membres de l'UE, des pays candidats et de certains pays tiers.

## LA RECHERCHE EN CHIFFRES

# Niveaux de fatigue générale sensiblement plus élevés dans les pays adhérents et candidats

L'idée que le travail peut présenter un risque pour la santé et la sécurité est plus répandue dans les pays adhérents et candidats (PAC) que dans les États membres actuels de l'UE. Les plaintes les plus fréquentes sont la fatigue générale, les maux de dos, le stress et les douleurs musculaires ainsi que d'autres problèmes habituellement constatés dans l'industrie lourde, qui caractérise le cadre professionnel des pays adhérents et candidats.

Bien que le stress et les douleurs musculaires soient aussi fréquents dans les quinze États membres actuels de l'UE que dans les PAC, le niveau de fatigue générale est sensiblement plus élevé dans les pays adhérents et candidats.



## AU SEIN DE LA FONDATION

# Des observateurs des pays adhérents se joignent au conseil d'administration



Observation du fonctionnement du conseil d'administration.

**Quelque trente observateurs représentant les gouvernements et les organisations patronales et syndicales des dix pays adhérents ont participé à la 70<sup>ème</sup> réunion du conseil d'administration de la Fondation, qui a eu lieu à Dublin les 23 et 24 octobre 2003. La réunion portait sur les grandes lignes du programme de travail 2005-2008 de la Fondation.**

### Ouvrir la voie à l'élargissement

Lors du séminaire d'introduction d'une journée, organisé avant la réunion du conseil d'administration, le

travail de la Fondation a été présenté de manière approfondie aux observateurs des pays adhérents.

«J'espère sincèrement qu'avec les connaissances que nous avons acquises [lors du séminaire d'introduction et de la 70<sup>ème</sup> réunion du conseil d'administration], nous pourrons contribuer de manière constructive à la promotion des objectifs de votre organisation», a déclaré **Lenia Samuel**, représentante du gouvernement chypriote. «Nous sommes impressionnés par la façon dont travaille la Fondation, et en particulier par l'engagement de son

personnel. Nous nous réjouissons tous de coopérer avec vous dans un esprit constructif.»

### Hommage à Raymond-Pierre Bodin

À la même occasion, le centre de conférence nouvellement rénové de la Fondation a été dédié à la mémoire de Raymond-Pierre Bodin, ancien directeur de la Fondation, décédé soudainement le 4 juillet 2003.



Présentations au nouveau centre d'information.

### Public nombreux

Le public est venu nombreux au nouveau centre d'information pour assister au lancement du rapport *Conditions de travail dans les pays adhérents et candidats* ainsi qu'à la présentation des quatre principaux domaines de recherche de la Fondation.

## communiqué

Communiqué est publié par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Wyattville Road, Loughlinstown, Dublin 18, Irlande.

La Fondation est un organe autonome de l'Union européenne, fondé par le Règlement (CEE) n°1365/75 du Conseil des ministres de l'UE du 26 mai 1975.

Directeur faisant fonction: Willy Buschak

Communiqué est publié six fois par an, en anglais et en français.

La reproduction du texte est autorisée à condition d'en indiquer la source.

Communiqué est gratuit. Il peut être téléchargé gratuitement sur [www.eurofound.eu.int/newsroom](http://www.eurofound.eu.int/newsroom).

Rédactrice en chef: Elisabeth Lagerlöf

Langue originale: anglais

Circulation: 15 500

EF/03/97/FR

### Changements de personnel

#### Départ

La Fondation fait ses adieux à **Evanghelos Psaroudakis**, qui a pris sa retraite fin octobre après vingt années dans l'unité traduction.

#### Arrivées

**Marika Ylitolva**, originaire de Finlande, est arrivée le 22 septembre pour occuper une fonction dans l'unité finances.

**Greet Vermeylen**, originaire de Belgique, a rejoint l'équipe Conditions de travail en tant que chargée de recherche le 1<sup>er</sup> octobre.

#### Transferts/nominations

**Catherine Cerf** a été transférée dans l'équipe EMCC le 15 septembre.

**Cécile Deneys** a été affectée à la direction pour exercer une fonction à temps plein à partir du 15 septembre.

**Agnès Parent-Thirion** a récemment été nommée coordinatrice de l'équipe Conditions de travail.